



05-09-2013

LE 10 SEPTEMBRE

Il faut dire NON à toute cette politique

Nous avons montré chiffres en main que notre régime des retraites et celui de notre Sécurité Sociale pouvaient être facilement équilibrés en récupérant les sommes énormes nécessaires dans les 200 milliards de cadeaux faits aux entreprises sur le budget de la France et dans les centaines de milliards de profits réalisés par les groupes industriels et financiers qui dirigent le pays.

Autre exemple puisé dans la statistique officielle : 40% du PIB (Produit Intérieur Brut) reste dans les poches de ces groupes. Sachant que le PIB s'est élevé en 2012 à 1828 milliards d'euros, 720 milliards sont allés grossir les profits sous forme de bénéfices ou de dividendes. 720 milliards ! Comparez avec le « déficit » des retraites ou de la Sécu qu'on nous rabâche à longueur de journée.

A quoi est utilisée une telle somme ? A verser des dividendes aux actionnaires, à délocaliser la production dans les pays où ça rapporte le plus de profits, à spéculer, en jouant de l'argent contre de l'argent.

Cette réforme des retraites ne leur suffit pas. Le patronat et le gouvernement socialiste veulent aller beaucoup plus loin. Avant la fin de ce mois, une « réflexion sur le coût du travail » doit avoir lieu entre le MEDEF de Gattaz et le socialiste Moscovici.

Chaque jour on nous répète que le « coût » du travail est trop élevé en France, « c'est l'un des plus élevés d'Europe » s'exclament les représentants du patronat suivis par Moscovici que Gattaz trouve « très lucide » sur la situation des entreprises. Dans les deux prochains mois un autre « dialogue » est prévu sur la fiscalité des entreprises. Gattaz exige là aussi « un objectif et un plan d'action ».

Patronat et gouvernement sont en train de préparer ensemble un nouveau train de mesures très sévères contre les travailleurs et le peuple.

Avec le patronat et le gouvernement il n'y a pas de « dialogue » possible. Ces gens-là ne comprennent que la force. En France, on compte aujourd'hui 62% des intéressés (sondage BVA) qui disent NON à toute réforme des retraites. Parmi eux, on compte 77% des salariés du privé et 79% des 35 – 50 ans. C'est une force énorme ! Rappelons qu'en juin 2010, lors de l'action contre la réforme Fillon, un sondage annonçait 54% contre.

Le 10 septembre, il ne s'agira pas seulement de lutter contre la réforme des retraites. C'est contre toute cette politique au service exclusif du capital qu'il faut agir.

www.sitecommunistes.org